

Le G77+Chine appelle à "changer les règles du jeu" économique mondial

Source AFP



Publié le 16/09/2023 à 01h28



🕒 Temps de lecture : 3 min

Le sommet du G77+Chine, formé par une centaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine représentant 80 % de la population mondiale, a débuté vendredi à La Havane avec un appel à "changer les règles du jeu" économique international.

Une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement participent à ce sommet de deux jours, parmi lesquels le proutident argentin Alberto Fernandez, le Colombien Gustavo Petro, l'Angolais João Lourenço, le Mozambicain Filipe Nyusi, le Rwandais Paul Kagame, ou encore l'émir du Qatar, le Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani et le proutident palestinien Mahmoud Abbas.

Le proutident brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est arrivé dans la soirée dans la capitale cubaine.

"Après tout le temps où le Nord a organisé le monde selon ses intérêts, c'est maintenant au Sud de changer les règles du jeu", a lancé à l'ouverture du sommet le proutident cubain Miguel Diaz-Canel, dont le pays occupe depuis janvier la présidence tournante du groupe.

Le dirigeant a souligné que les pays en développement étaient les principales victimes de "la crise multidimensionnelle actuelle dans le monde", des "dérèglements cycliques dans le commerce, la finance internationale et les échanges inégaux", ainsi que du réchauffement climatique.

Il a condamné une "architecture internationale" qui est "hostile au progrès" des pays du sud.

Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qui participe au sommet, s'est prononcé pour un monde "plus représentatif et qui répond mieux aux besoins des économies en développement", soulignant que ces pays étaient "piégés dans un enchevêtrement de crises mondiales".

"Fonds publics"

Des représentants d'une centaine de pays sont présents à La Havane pour ce sommet extraordinaire ayant pour thème le "rôle de la science, de la technologie et de l'innovation" dans le développement. Le chef de l'ONU a félicité à cette occasion Cuba pour la mise au point de vaccins contre le Covid-19.

Le Groupe, créé en 1964 par 77 pays, compte désormais 134 nations. La Chine participe comme acteur externe.

Son représentant, Li Xi, membre du comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois, a insisté dans son allocution sur l'importance de la "coopération Sud-Sud", alors que plusieurs orateurs ont évoqué les inégalités mondiales mises au jour par la pandémie de Covid-19 et la nécessité de réduire la dette des pays les plus pauvres pour financer la transition climatique.

"Le poids de la dette externe, la volatilité des marchés, les difficultés pour l'accès à internet et le changement climatique sont de sérieux obstacles pour le progrès de nos nations", a souligné le proutident angolais João Lourenço.

Le proutident colombien Gustavo Petro a proposé "une négociation universelle" pour réduire la dette des pays pauvres afin de dégager "des fonds publics qui nous permettent de payer la transition vers une économie décarbonée".

Son homologue argentin a, lui, estimé que les pays du sud avaient désormais une "énorme opportunité pour exiger l'égalité". "C'est dans le Sud global que se trouve ce dont a besoin le monde central", a dit M. Fernandez en référence aux pays les plus riches. "Il a besoin d'aliments qui se produisent en Amérique du sud (...) il a besoin d'énergies qui se trouvent dans les pays arabes (...) il a besoin du lithium" de l'Amérique du sud.

En juillet, le chef de l'ONU avait souligné devant la presse que le "G77 était la voix du Sud global, le plus grand groupe de pays sur la scène internationale", soulignant que la "multiplicité de sommets" internationaux dans différentes régions du monde "reflète la croissante multipolarité de notre monde".

M. Guterres s'est notamment rendu ces dernières semaines au sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, bientôt étendu à six nouveaux membres) à Johannesburg et au G20, groupe des économies les plus puissantes du monde, à New Delhi. L'organisation de ce sommet permet à Cuba de démontrer sa capacité diplomatique, malgré les difficultés économiques qui secouent le pays communiste. Une lente reprise après la pandémie, le renforcement des sanctions de Washington -- qui impose un embargo à La Havane depuis 1962 -- et les faiblesses structurelles internes ont plongé le pays dans une grave crise.

16/09/2023 01:26:01 -

La Havane (AFP) -

© 2023 AFP

INTERNATIONAL